



**HAL**  
open science

# Comment penser le politique? Un retour sur l'État, les partis politiques, la démocratie et l'Europe

William Genieys

► **To cite this version:**

William Genieys. Comment penser le politique? Un retour sur l'État, les partis politiques, la démocratie et l'Europe. Pôle Sud - Revue de science politique de l'Europe méridionale, 2004, Penser le politique?, 21, pp.11-14. 10.3406/pole.2004.1198 . hal-01388228

**HAL Id: hal-01388228**

**<https://hal.science/hal-01388228>**

Submitted on 26 Oct 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Comment penser le politique ?

## Un retour sur l'État, les partis politiques, la démocratie et l'Europe

William Genieys  
CEPEL/CNRS

Lorsque nous nous sommes posé la question de la réalisation d'un numéro spécial pour les dix ans de la revue, plusieurs pistes s'ouvraient à nous. La reprise dans ce numéro anniversaire des « meilleurs » articles publiés dans *Pôle Sud* durant cette période constituait une solution possible. Outre l'effet de répétition, la logique de classement et de sélection que cela nous conduisait à opérer ne reflète pas l'esprit et la démarche scientifique qui ont caractérisé notre politique éditoriale. On pouvait choisir un nouveau thème, comme ce fut le cas des vingt numéros précédents, et l'élever autrement au rang du numéro anniversaire. Nous avons opté pour un choix différent en demandant des contributions libres à des « compagnons de routes ». À cette fin, nous avons demandé à quelques figures de la science politique française et internationale d'écrire un article dans lequel ils pourraient soit revenir sur leur apport théorique (sur le mode du *revisited paper*), soit faire un article prospectif sur le devenir du politique (sur le mode du *social scientist paper*). Bien entendu, une combinaison des deux registres était possible. Il s'agissait alors de réaliser un dossier autour de différentes façons de « penser le politique ». Ainsi, l'État, les partis politiques, la démocratie et l'Europe sont les thèmes fondamentaux de la science politique actuelle que nos collègues réinvestissent dans leur singularité. Il va de soi que ce dossier ne nous auto-

rise pas à prétendre épuiser toutes les facettes de ces objets de recherche. Néanmoins, on peut se féliciter et surtout féliciter les auteurs qui, en jouant le jeu, nous ont permis d'élaborer un dossier dont le lecteur saura apprécier la qualité. La première de ces qualités est certainement que contrairement à une idée reçue notamment chez nos chers voisins de la péninsule Ibérique, mettre ensemble des « *galacticos* » (appellation des joueurs du Real Madrid), assure le beau jeu mais pas forcément le bon résultat. La deuxième de ces qualités, très chère à notre revue, réside dans les apports implicite et explicite au comparatisme que l'on peut trouver dans ce numéro.

Du point de vue du comparatisme implicite, on trouvera une réflexion autour de l'État reprenant les deux paradigmes qui ont dominé les débats français sur la question depuis une vingtaine d'années. Tout d'abord, Pierre Birnbaum propose d'interroger le paradigme de l'« État fort » en corrélation avec la nouvelle mobilisation antisémite dans la France contemporaine. L'analyse du recul de l'État fort s'explique à partir des changements observés durant ces dernières années dans les modes d'allégeance. L'auteur, en reprenant les acquis de ses travaux sur les rapports des juifs à l'espace public, montre comment le processus d'institutionnalisation à l'État-nation est remis en question. Pour lui, on assiste depuis une vingtaine d'années au déclin de la logique

d'intégration verticale à l'État. Ce changement du répertoire d'interaction entre l'État et la société s'est effectué sur le mode d'une « communautarisation par le haut et par le bas » engagée par les pouvoirs publics. Face à cette nouvelle réalité, les milieux juifs, autrefois « fous de la république », doivent se concevoir comme les autres communautés organisées, et privilégier ainsi des logiques de négociations et d'affrontements horizontaux. À partir de cet exemple, on est en droit alors de s'interroger sur la « banalisation » du mode d'organisation de l'État à la française. Force est de constater que ce diagnostic est partagé par les tenants du paradigme de l'« État en action » que sont Bruno Jobert et Pierre Muller. Ce dernier engage le débat en affirmant d'entrée de jeu « que le modèle français n'est plus un modèle ». Certes, la France reste toujours un cas spécifique en Europe même si la capacité d'action de l'État n'est plus tout à fait la même. Les politiques publiques ont subi des changements structurels par le haut, avec l'influence de l'eupéanisation et, par le bas, avec les effets de la décentralisation. De plus, la matrice intellectuelle dominante qui donnait de la cohérence au fonctionnement de l'ensemble, le référentiel global s'est lui-même globalisé. Bruno Jobert, quant à lui, revient plus fortement sur cette notion en montrant qu'elle est toujours opératoire, même s'il a fallu modifier la boîte à outils qui la sous-tend. *Primo*, « la production des référentiels est le fruit d'un ensemble complexe de débats et de négociations » qui doit s'observer dans les forums scientifiques, espace majeur de la constitution des politiques publiques. *Secundo*, la (re) définition du référentiel global ne doit pas se confondre avec le discours politique et les idéologies, mais plutôt se comprendre par l'analyse des stratégies politiques de certains acteurs pluriels susceptibles d'œuvrer à l'imposition de coalitions discursives

gagnantes. Dans cette perspective de recherche, le défi à relever pour l'analyse des politiques publiques est celui de la mise en compatibilité des référentiels partiels ou à ambition globale. Au total, dans un contexte où la démocratie est confrontée à la gouvernance de la complexité, on se doit de continuer à penser l'État.

Dans une perspective comparatiste explicite, Juan Linz nous invite à nous interroger sur l'avenir d'un autre pilier de la démocratie contemporaine : les partis politiques. En s'appuyant sur les résultats de nombreuses études d'opinion sur les attitudes envers les partis, l'auteur analyse les causes de l'insatisfaction des citoyens à l'égard des organisations partisans. Pour lui, le phénomène actuel de rejet des partis a des causes bien spécifiques. Celles-ci ne sont pas liées à l'action ni au mode d'organisation des partis, mais plutôt aux attentes irréalistes des électeurs. Les citoyens électeurs sont porteurs de requêtes excessives et contradictoires qui conduisent à la constitution d'une offre politique partisane ambivalente. Paradoxalement, les partis politiques restent pour ces mêmes citoyens l'institution de base du fonctionnement démocratique. Toutefois, Linz montre, par un détour socio-historique, qu'au contraire des années 1930, le sentiment antipartis actuel ne renforce pas l'émergence de partis antisystèmes. Dans une même logique comparatiste, Daniel-Louis Seiler propose une lecture rokkanienne de la transformation des systèmes politiques en Europe du Sud. L'exercice n'est pas aisé dans la mesure où l'aire d'études choisie (par opposition à l'Europe du Nord et le centre de l'Europe) est certainement celle qui a fait émerger quelques contradictions dans la vision magistrale du grand comparatiste norvégien. Malgré cela Seiler, certainement le plus habile continuateur de l'œuvre de Rokkan, met en évidence les avantages compré-

hensifs d'un tel détour notamment pour comprendre le processus socio-historique de formation des États en Europe du Sud. Il s'attaque ensuite à une lecture croisée de la transformation des appartenances politiques et de ses effets sur les clivages partisans. Si, originellement, au XIX<sup>e</sup> siècle le système des partis fut multipolaire en raison de la forte prégnance du clivage Église/État, ce dernier fut progressivement concurrencé par le clivage Centre/Périphérie. L'auteur montre alors qu'avec une lecture rokkanienne, les changements qui transformèrent radicalement les systèmes partisans en Europe du Sud (Espagne, France, Italie et Portugal) sont plus proches de ceux qui ont affecté le Royaume-Uni que de ceux ayant concerné les Pays-Bas, la Suisse, la Finlande, la Norvège, la Belgique voire même l'Allemagne.

Ensuite, nous proposons deux approches contrastées autour de « désenchantement » et de « l'enchantement » du devenir de la démocratie en Europe. Guy Hermet, toujours en quête des multiples manifestations du désenchantement démocratique, se demande « s'il est encore temps de s'interroger sur la démocratie ». Pour lui, faire une sociologie de la construction démocratique doit intégrer toutes ses formes incertaines et mettre ainsi le doigt sur le potentiel de désenchantement dont elle est porteuse. Il rappelle, ensuite, que la démocratie n'est en rien une forme unique du bon régime mais plutôt une situation politique possiblement réversible. La décision du Conseil européen de supprimer dans le projet de Constitution européenne la citation de Thucydide disant que la démocratie est le pouvoir du plus grand nombre en est un bon exemple. En effet, le Conseil a jugé, en juin 2004, ce principe attentatoire à l'égalité des États. Guy Hermet dénonce ensuite tous les faux-semblants de la nouvelle idéologie comme la gouvernance démocratique ou

encore la démocratisation balistique. On est alors en droit de s'interroger sur le fait que ceux-ci constituent des signes avant-coureurs d'un retour partiel de l'autoritarisme. Philippe Schmitter, quant à lui, nous livre une vision optimiste du devenir des institutions et de la légitimité démocratique de l'Europe politique. Sa réflexion, si éloignée des approches « critiques » à la française, montre que l'on peut toujours penser le politique en train de se faire, malgré les incertitudes qui gouvernent le devenir de la démocratie. L'Europe est un « laboratoire » privilégié pour les sciences sociales qui peuvent y observer l'interaction dynamique entre l'environnement politique et les institutions. Le cœur de sa réflexion prospective est tiré du *Green Paper* réalisé pour le Conseil de l'Europe sur « le futur de la démocratie en Europe ». Partant en quête (jamais achevée selon l'auteur) de l'amélioration qualitative de la démocratie, il recommande, en bon *social scientist*, six types de réforme qui peuvent avoir un impact sur les performances d'un système parlementaire comme le partage des mandats, le contrôle des instances de contrôle, la mise à disposition pour les législateurs d'une *Yellow Card*, l'incompatibilité des mandats, une assemblée des citoyens, la variabilité des seuils électoraux. Conscient des contraintes qui pèsent sur l'agenda politique européen, Schmitter en faisant sienne la distinction des rôles entre le savant et le politique, nous invite à l'optimisme et à l'action intellectuelle pour faire face au processus de délégitimation du politique engagé en Europe depuis une dizaine d'années.

Enfin, Maurizio Cotta et Pedro Tavares de Almedia proposent ici un article qui s'inscrit dans une logique singulière dans la mesure où il résulte de la dernière étape du plus important des programmes de recherche sur les parlementaires menés en Europe. Nous

tenons à remercier particulièrement ici ces auteurs qui nous font la primeur de leur texte qui va sortir chez *Oxford University Press* en 2005. En s'appuyant sur l'imposante base de données *Datacube* constituée sur l'ensemble des parlementaires en Europe depuis 1848, ces comparatistes s'interrogent sur le poids des acteurs issus du secteur public. L'idée selon laquelle les institutions devaient être composées majoritairement de représentants de la société civile, plutôt que des serviteurs de l'État, est battue en brèche. Le processus de développement de la démocratie représentative dans les démocraties occidentales montre que le profil du parlementaire ayant un *background* dans le secteur public reste fort. La présence des hauts fonctionnaires comme celle des enseignants et des professeurs a crû parallèlement au développement du *Welfare State*. Dans un sens inverse, la forte présence des militaires et des magistrats durant la deuxième moitié du

XIX<sup>e</sup> siècle s'est effondrée durant les trente premières années du XX<sup>e</sup> siècle. Enfin, la longue durée historique des données observées permet de souligner que le phénomène qui conduisait les partis politiques à recruter chez les bureaucrates est aujourd'hui partagé par toutes les familles politiques. Cette contribution nous montre tout le chemin que les politologues doivent encore parcourir pour produire une vision européenne de la construction du politique.

Au total, ce dossier donne un ton que la nouvelle orientation éditoriale de *Pôle Sud* s'efforcera de suivre dans les années à venir. La comparaison internationale pratiquée entre chercheurs de l'Europe du Sud ne sera plus alors un horizon babélien mais l'essence même de notre démarche scientifique. Reconnaissons ici le mérite des contributeurs de ce numéro, tout en les remerciant, de nous indiquer les voies possibles des futures controverses scientifiques autour du politique.

